

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P.: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321

Courriel: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

502^{ÈME} RÉUNION

ADDIS ABÉBA

29 AVRIL 2015

PSC/PR/COMM.2(DII)

COMMUNIQUÉ

COMMUNIQUÉ

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), en sa 502^{ème} réunion tenue le 29 avril 2015, a adopté la décision qui suit sur la prévention structurelle des conflits en Afrique.

Le Conseil,

1. **Prend note** du rapport de la Présidente de la Commission sur le suivi du communiqué PSC/PR/2.(CDLXIII) sur la prévention structurelle des conflits adopté par le Conseil lors de sa 463^{ème} réunion tenue le 27 octobre 2014;
2. **Rappelle** que l'anticipation et la prévention des conflits figurent parmi les principaux objectifs du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité. Le Conseil **rappelle en outre** ses communiqués et communiqués de presse antérieurs relatifs à la prévention des conflits, en particulier le communiqué PSC/PR/COMM.(CCCLX) sur "La pleine utilisation de tous les outils disponibles en matière de diplomatie préventive", adopté lors de sa 360^{ème} réunion tenue le 22 mars 2013, le communiqué de presse PSC/PR/BR.(CDXXX) sur le thème: "Réduire les armes au silence: condition préalable pour une Afrique exempte de conflits d'ici 2020", adopté lors de sa 430^{ème} réunion tenue le 24 avril 2014, et le communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXIII);
3. **Réaffirme** son engagement à faire pleinement usage des pouvoirs qui lui sont conférés, aux termes des dispositions pertinentes du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité, en ce qui concerne la prévention des conflits et la diplomatie préventive, et à assurer la mise en œuvre efficace de ses décisions sur la question, y compris à travers le renforcement des liens entre l'alerte précoce et la réaction rapide, l'examen périodique, au moins une fois tous les six mois, de l'état de la paix et de la sécurité sur le continent, et ce sur la base d'analyses prospectives, et l'organisation de séances d'information régulières sur les processus électoraux en Afrique, tel qu'énoncé dans le communiqué PSC/PR/COMM.(CCCLX);
4. **Réaffirme sa conviction** que les situations de marginalisation, les violations des droits de l'homme, le refus d'accepter la défaite électorale, la manipulation de constitutions, la mauvaise gestion et la répartition inégale des ressources, l'absence d'opportunités socio-économiques et le chômage, ainsi que la corruption, entre autres, constituent des sources majeures de conflits violents en Afrique. En conséquence, le Conseil **souligne** l'impératif de la bonne gouvernance à travers le renforcement de la culture et des institutions démocratiques, le respect des droits de l'homme et celui de l'Etat de droit, ainsi que du développement socio-économique, comme moyens de prévention des conflits et de promotion de la paix et de la stabilité sur le continent;
5. **Souligne** la nécessité d'une approche globale et holistique de la prévention des conflits, comprenant tant des mesures directes ou opérationnelles avant l'éclatement de violences à grande échelle qu'une dimension stratégique axée sur les causes structurelles des conflits. À cet égard, le Conseil **réaffirme** que l'édification d'institutions étatiques solides, réactives et

responsables, aux niveaux local et national, qui fournissent des services essentiels et promeuvent des processus politiques inclusifs, des opportunités économiques, l'Etat de droit et la sécurité publique, est essentielle à la prévention des conflits et au renforcement des acquis dans la promotion de la paix;

6. **Exhorte** les États membres à redoubler d'efforts en vue de la mise en œuvre effective des instruments adoptés par l'UA sur les droits de l'homme et des peuples, la gouvernance, les élections et la démocratie, le respect de la diversité et des droits des minorités et la jeunesse, ainsi que sur la gestion des ressources naturelles, notant que ces instruments constituent un cadre consolidé de normes et de principes, dont le respect rigoureux et la bonne intégration dans les législations nationales contribueraient grandement à la prévention structurelle des conflits et à la consolidation de la paix là où elle a été rétablie. Le Conseil **réitère son appel** à tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier rapidement les instruments pertinents de l'UA, y compris la Charte africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance;

7. **Félicite** la Commission pour avoir élaboré un Cadre continental pour la prévention structurelle des conflits, en tant qu'outil devant faciliter une approche coordonnée de la prévention structurelle à l'échelle de la Commission, ainsi que des instruments sur l'Evaluation de la vulnérabilité structurelle des pays, dont l'objectif est de faciliter l'identification, à un stade précoce, de la vulnérabilité structurelle d'un pays donné aux conflits, et la formulation de Stratégies de réduction de la vulnérabilité structurelle;

8. **Encourage** les États membres à tirer pleinement parti des outils susmentionnés dans leurs efforts de prévention structurelle des conflits et de consolidation de la paix et de la stabilité. Le Conseil **demande** à la Commission, en collaboration avec les Communautés économiques régionales, d'apporter toute l'assistance nécessaire aux États membres à cet égard, de vulgariser ces outils et d'élaborer les modalités de leur mise en œuvre;

9. **Félicite** la Commission pour l'assistance technique apportée aux États membres dans la mise en place et l'opérationnalisation de mécanismes nationaux d'alerte rapide, y compris des salles de veille, pour appuyer les efforts de prévention des conflits aux niveaux local et national. Le Conseil **encourage** la Commission à apporter une assistance similaire aux autres Etats membres qui en feraient la demande;

10. **Décide** de rester activement saisi de la question.